



**DIRECTION GÉNÉRALE DÉLÉGUÉE À LA FABRIQUE
DE LA VILLE ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE**

**Coordination Animation Transformation
Appui & Développement - Loire**

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**AMO
ANIMATION & CONSOLIDATION DU SCHÉMA LA LOIRE & NOUS
ET DU SCHÉMA DE DÉLIMITATION DES OCCUPATIONS
ET USAGES DU FLEUVE**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)**

Procédure formalisée

**Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)**

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC)

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 – Objet du marché

Le présent marché porte sur l'animation et la consolidation du schéma La Loire & nous et du schéma de délimitation des occupations et usages du fleuve.

1.2 - Nomenclatures

Famille – nomenclature achats interne	ETS09 – Études, conseils et assistance en matière de gestion des espaces naturels
Code CPV	79400000-8 – Conseil en affaires, en gestion et services connexes

ARTICLE 2 – Caractéristiques du marché

2.1 – Mode de consultation

Procédure formalisée selon l'article R.2124-2-1° du Code de la commande publique.

2.2 – Forme et décomposition du marché

Aucun allotissement n'est prévu, les prestations ne présentent aucune singularité technique et il est nécessaire de préserver l'homogénéité technique globale du marché.

Le marché se présente sous les traits d'un marché à prix mixtes, composé d'une tranche ferme, d'une tranche optionnelle et de prestations complémentaires à prix unitaires, précisées à l'article 4 du présent CCAP. Il est dénué de tout montant minimum, mais assorti d'un montant maximum estimé à 80 000€ HT sur la durée totale du marché, toutes prestations confondues (prestations à prix global et forfaitaire et prestations à prix unitaires).

Décomposition des tranches :

- tranche ferme : Animation et assistance à la mise en œuvre des SDOUF
- tranche optionnelle : Consolidation des SDOUF "Centralité" et "Amont-aval" en un même document harmonisé.

2.3 – Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée maximum de 2 ans et prendra effet à compter de sa notification.

2.4 – Variantes facultatives et obligatoires

Les variantes ne sont pas acceptées.

2.5 – Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

Aucune PSE n'est prévue.

2.6 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- x Le présent règlement de consultation (RC) et son annexe « Dématérialisation »
- x L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- x Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- x Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe
- x La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 – Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à **l'examen des offres avant celui des candidatures**, conformément à l'article R.2161-4 du Code de la commande publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

Seule la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres est ouverte. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

4.1 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (<i>aucune signature n'est exigée à ce stade</i>)
L'acte d'engagement (AE) , dûment complété par les représentants habilités par les entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.
La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) , dûment complétée. <i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i>
La note méthodologique au sein de laquelle le candidat est libre de proposer, reformuler, préciser, compléter et/ou réorienter les huit missions de la tranche ferme et de la tranche optionnelle ou de les adopter telles quelles. L'ensemble doit dessiner un cadre cohérent et actif de mise en œuvre du SDOUF au service de la poursuite de la politique de la Loire de Nantes Métropole et précisera : <ul style="list-style-type: none"> La méthodologie détaillée qu'il entend adopter pour la réalisation des missions décrites au CCTP La composition et l'expérience de l'équipe et les moyens matériels que le candidat entend affecter à réalisation des missions.
La note environnementale , au sein de laquelle le candidat précisera les propositions de mesures en termes de développement durable à favoriser pour la réalisation des prestations. Ces mesures sont à illustrer par des exemples de proposition de matériels et modes de déplacements et des usages numériques.
L'Annexe « Données personnelles » , dûment complétée.
L'Annexe « Gestion des données de la collectivité » , dûment complétée (sans que cela constitue une obligation, cette annexe pouvant être renseignée par le seul titulaire, au plus tard avant le démarrage du contrat).
En cas de sous-traitance d'une part des prestations, l'annexe « déclaration sous-traitant » ou un formulaire DC4* dûment renseigné.
En cas de co-traitance, l'annexe « Répartition co-traitants » dûment renseignée.

*disponible gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

4.2 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (<i>aucune signature n'est exigée à ce stade</i>)
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement ♦ <i>En cas de redressement judiciaire : par mesure de simplification, il est conseillé aux candidats de transmettre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, dès la remise de l'offre.</i>
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat et des co-traitants et sous-traitants éventuels
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles du candidats et des co-traitants et sous-traitants éventuels
Effectifs moyens annuels du candidat et pour chacune des 3 dernières années
Références du candidat pour des prestations similaires effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).

*disponible gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R.2143-13 et R.2143-14 du Code de la commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.3 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

ARTICLE 5 – Jugement des offres et sélection des candidatures**5.1 – Critères pondérés retenus pour le jugement des offres**

Critères et sous-critères	Coefficient de pondération sur 100
Valeur technique de l'offre appréciée au regard de la note méthodologique et environnementale remise par le candidat à l'appui de son offre :	60
<ul style="list-style-type: none"> Qualité et pertinence de la méthodologie détaillée que le candidat projette de déployer pour la réalisation des missions. 	25
<ul style="list-style-type: none"> Qualité et pertinence des moyens humains et matériels que le candidat entend affecter à la réalisation des missions et l'expérience de l'équipe présentée. 	25
<ul style="list-style-type: none"> Mesures prises en termes de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations (pertinence des mesures proposées, matériel utilisé, mode de déplacement et usages numériques). 	10
Prix des prestations à l'aune du montant total HT de la DPGF sur la durée totale du marché (TF + TO).	40

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, c'est le montant inscrit dans ce dernier document qui prévaudra et sous-tendra en conséquence le jugement des offres. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions de l'acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.2 – Critères intervenant pour la sélection des candidatures

La capacité économique et financière, l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, les capacités techniques et professionnelles.

ARTICLE 6 – Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R.2143-6 et R.2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L.2141-7 à L.2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L.2141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 – Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, par l'intermédiaire du profil d'acheteur : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr> .

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt cellule-gestion-mobilites@nantesmetropole.fr